

Accord professionnel national

**IDCC : 1247. – MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT
DES COMMISSIONS PARITAIRES ET GROUPES DE TRAVAIL PARITAIRES
DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE
DE BRANCHE DU SECTEUR DES AUTOROUTES CONCÉDÉES
ET DES OUVRAGES ROUTIERS À PÉAGE**

(11 mars 2004)

(Bulletin officiel n° 2004-13 bis)

**AVENANT N° 2 DU 21 SEPTEMBRE 2005
PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE L'ACCORD
NOR : ASET0551175M
IDCC : 1247**

Entre :

Le syndicat professionnel des sociétés concessionnaires ou exploitantes
d'autoroutes ou d'ouvrages routiers,

D'une part, et

La fédération générale des transports et de l'équipement CFDT ;

La fédération générale CFTC des transports ;

La fédération CFE-CGC BTP ;

La fédération nationale des syndicats de transports CGT ;

La fédération de l'équipement, de l'environnement, des transports et des
services FO ;

La confédération nationale des salariés de France (CNSF) ;

La fédération autonome des transports (FAT) UNSA ;

Le syndicat Sud autoroutes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le syndicat professionnel et les organisations syndicales de salariés ont
signé le 11 mars 2004 un protocole d'accord relatif aux modalités de fonc-
tionnement des commissions paritaires et groupes de travail paritaires dans le
cadre de l'élaboration de la convention collective de branche du secteur des
autoroutes concédées et des ouvrages routiers à péage.

L'objet de cet accord était de déterminer les modalités de participation aux instances paritaires constituées pour élaborer la convention collective de branche et de fixer les règles de fonctionnement desdites instances.

Cet accord, qui expirait le 31 mars 2005, a été prorogé par avenant du 16 mars 2005 jusqu'au 30 septembre 2005.

Les négociations de la convention collective de branche n'étant pas achevées, les organisations syndicales de salariés et le syndicat professionnel se sont réunis le 21 septembre 2005 pour faire le point sur l'application de l'accord et de l'avenant précités et évoquer les modalités d'une nouvelle prorogation.

A l'issue de cette réunion, il a été conclu le présent avenant.

Article 1^{er}

Nouvelle prorogation

Le protocole d'accord du 11 mars 2004 prorogé par avenant du 16 mars 2005 fait l'objet d'une 2^e prorogation pour une durée de 3 mois à compter du 1^{er} octobre 2005.

Article 2

Dotation supplémentaire d'heures au titre de l'élaboration de la convention de branche

Les deux dotations supplémentaires d'heures prévues par l'article 4 du protocole d'accord du 11 mars 2004 seront au maximum de 700 heures chacune, pour la période courant du 11 mars 2004 au 31 décembre 2005.

Les modalités d'utilisation de ces dotations telles que prévues par l'article 4 du protocole d'accord du 11 mars 2004 demeurent inchangées.

Article 3

Indemnisation des frais

3.1. Frais de déplacement

L'indemnité kilométrique prévue en fin de deuxième alinéa de l'article 8.1 du protocole d'accord du 11 mars 2004 est versée sur la base du barème réactualisé par l'avenant du 16 mars 2005. Ce barème figure, pour mémoire, en annexe I du présent avenant.

3.2. Frais de nourriture et d'hébergement

Les frais de nourriture et d'hébergement des membres des délégations syndicales ou désignés dans le cadre des dotations supplémentaires d'heures prévues par l'article 2 susvisé sont remboursés sur justificatifs selon les modalités prévues par le protocole d'accord du 11 mars 2004, dans les limites du barème réactualisé par l'avenant du 16 mars 2005. Ce barème figure, pour mémoire, en annexe II du présent avenant.

Article 4

Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée courant jusqu'au 31 décembre 2005.

Article 5

Date d'effet

Le présent avenant est applicable à compter du 1^{er} octobre 2005.

Article 6

Autres dispositions

Toutes dispositions du protocole d'accord du 11 mars 2004 et de l'avenant du 16 mars 2005 non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative de salariés au sens de l'article L. 132-2 du code du travail ainsi que toute organisation syndicale ou groupement d'employeurs ou employeurs pris individuellement, non signataires du protocole d'accord du 11 mars 2004 et du présent avenant, pourront y adhérer dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Article 8

Dépôt

Le présent avenant fait l'objet, à la diligence du syndicat professionnel, des formalités de dépôt et de publicité prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Paris, le 21 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Indemnités kilométriques

(En euros.)

Moins de 4 CV	0,252
4 et 5 CV	0,291
6 et 7 CV	0,363
8 CV et au-delà	0,419

ANNEXE II

Indemnités de repas et d'hôtel

Plafonds de remboursement

(En euros.)

GROUPE	PARIS		PROVINCE	
	Hôtel et petit déjeuner	Repas	Hôtel et petit déjeuner	Repas
Groupe 1 (cadres)	108,50	30,40	78,30	30,40
Groupe 2 (non-cadres)	80,20	28,20	60,00	21,50
Repas au wagon-restaurant sur justificatif dans la limite de 27,50 €. Repas au grill express sur justificatif dans la limite de 18,20 €.				